

Le débat sur le plébiscite au Sénat

Le sénateur Lacasse s'oppose carrément à la conscription pour service outre-mer et demande que le plébiscite soit soumis au peuple d'une manière juste — Le sénateur Dandurand, leader ministériel, dit que notre pays a raison d'être fier de son effort de guerre qui n'a été limité que par la coercition pour le service outre-mer — Le cas de l'Australie devrait nous faire réfléchir — Le sénateur Gouin demande au peuple de faire confiance au gouvernement, lors du plébiscite — Le sénateur Ballantyne prêt à coopérer, mais seulement selon la formule conscriptionniste de M. Meighen

Ottawa, 28 — Le sénateur C. C. Ballantyne, de Montréal, leader conservateur intérimaire, a dit hier au Sénat que lorsque le présent gouvernement avait "sabordé" le Parlement en janvier 1940, des élections générales suivirent. "M. King et les membres de son gouvernement s'engagèrent à ne pas imposer la conscription au Canada, et, depuis, le premier ministre a fait une tournée dans l'Ouest du pays et a réitéré cette déclaration, continuant-il. Lorsque furent tenues les élections générales, le gouvernement King fut réélu avec une forte majorité. Mais l'on ne doit pas oublier qu'un grand nombre de conservateurs votèrent pour les libéraux, parce qu'ils pensaient peu sage de changer de gouvernement à ce moment."

Ce que veut la majorité

De graves événements ont complètement changé la situation de la guerre depuis janvier 1940, alors que l'on parlait de la guerre comme d'une "drôle de guerre". Il n'est que juste de reconnaître que le gouvernement doit être félicité pour plusieurs de ses mesures. Mais ce n'est pas un effort total de guerre. "La majorité du public, aujourd'hui, demande deux choses, a dit le sénateur Ballantyne: un gouvernement national et le service obligatoire pour les hommes et les femmes sur les fermes, dans les usines de munitions et dans d'autres industries où ils peuvent le mieux servir, puis la conscription des jeunes gens de 18 à 30 ans pour le service outre-mer."

Le plébiscite

Le gouvernement a sans doute jugé la situation grave, puisqu'il tient un plébiscite pour le dégager de ses engagements antérieurs contre la conscription pour outre-mer. Le sénateur Ballantyne a dit qu'il y a d'autres questions importantes que le gouvernement aurait pu soumettre au peuple. Il ajouta que le gouvernement ne croyait point au principe de la conscription et qu'il était là-contre, ayant décidé de continuer de recourir au volontariat. Le gouvernement va dépenser un million et demi de dollars, pour tenir un plébiscite pour le libérer de sa promesse anti-conscriptionniste et lui permettre ensuite d'agir à sa guise.

Selon la formule Meighen

Commentant le discours prononcé par M. Adélard Godbout, premier ministre du Québec, lundi, à Montréal, le sénateur Ballantyne a dit que, d'après M. Godbout, M. King était anticonscriptionniste. Le premier ministre du Québec a ajouté que M. Meighen a toujours été favorable à la conscription et qu'il en a été le père en 1917. Il affirma également que lui, M. Godbout, il était opposé à la conscription et qu'il considérait la conscription pour service outre-mer, à l'heure actuelle, comme un crime. Le leader intérimaire de l'opposition termina en disant que les conservateurs étaient prêts à aider le gouvernement selon la formule préconisée par M. Arthur Meighen.

Le sénateur Dandurand

Le sénateur Raoul Dandurand, leader du gouvernement, répondit au sénateur Ballantyne. Celui-ci a prétendu que le gouvernement devrait renier ses engagements pris envers le peuple et imposer la conscription pour service outre-mer. Cet engagement, le docteur R. J. Manion, alors chef de l'opposition, l'avait lui-même appuyé. M. Dandurand rappela ce que M. Nickle, ancien député conservateur de la Chambre des communes, a dit récemment à un fameux banquet donné à Toronto. M. Nickle a déclaré qu'il ne pouvait pas croire qu'un gouvernement, après avoir été élu sur un certain engagement, mettrait de côté sa promesse sans en être dégagé par le peuple. Voilà qui devrait donner quelque doute au leader intérimaire de l'opposition sur la sagesse de la politique contraire qu'il défend.

Le sénateur Dandurand a dit avoir lu deux journaux rapportant le discours du premier ministre Godbout et qu'il n'y a rien trouvé contre le plébiscite tel que proposé. "M. Godbout a déclaré il y a quelque temps, continua M. Dandurand, que, s'il pensait que la conscription était absolument nécessaire pour gagner la guerre, il voterait en faveur de cette mesure. Hier soir, il a dit qu'il ne croyait pas que la conscription était nécessaire à ce moment-ci. Le premier ministre du Canada a fait une déclaration à peu près semblable dans l'autre Chambre".

Honnêteté et honneur

Le leader du gouvernement a dit que le sénateur Ballantyne ne doit pas être surpris que le premier ministre et son gouvernement aient décidé de suivre une ligne de conduite dictée par l'honnêteté et l'honneur, et il ne devrait pas tant s'indigner parce qu'il semble au gouvernement qu'il y a nécessité de changer sa politique.

Le cas de l'Australie

"Il paraît oublier, poursuivit M. Dandurand, que, avant la déclaration de la guerre par le Japon, le gouvernement australien a officiellement déclaré qu'ils ne proposeraient pas la conscription pour service outre-mer. Le gouvernement de

ce pays se souvient de ce qui s'est passé en 1916 et en 1917. Il a soumis, en 1916, au peuple australien un referendum en faveur de la conscription pour outre-mer, et celle-ci fut rejetée. L'année suivante, on a présenté un autre referendum. Le premier ministre australien d'alors, M. Hughes, s'engagea à démissionner si le peuple n'approuvait pas la mesure demandée dans le referendum. La Grande-Bretagne vivait des moments difficiles et avait un grand besoin d'hommes. Cependant, l'Australie, dont la population était entièrement d'origine britannique, rejeta, une deuxième fois, le referendum, en dépit de la menace, de la part du premier ministre Hughes, de démissionner. Ce qui plus est, la majorité des soldats australiens, qui étaient dans les tranchées en Europe, votèrent contre le referendum".

Les élections de 1917 et M. Meighen

Le sénateur Ballantyne n'a pas pris ce que le sénateur Gouin a dit des élections de 1917. "Ce n'est pas le moment d'en parler, a dit le sénateur Dandurand. J'ai dit au très honorable M. Meighen en cette Chambre que, lorsqu'il voudra discuter cette question, je serai prêt à aller au fond de l'affaire. Mais j'ajouterai ceci pour lui: ce n'est pas à cause de la conscription qu'il a été battu, aux élections suivantes, dans le Québec, mais c'est à cause de la législation qu'il introduisait, permettant d'emplier les boîtes à scrutins et le transfert des scrutins. M. Meighen a dû rendre compte et fut condamné pour la législation qu'il prépara et grâce à laquelle les élections furent remportées".

Deux députés libéraux de l'opposition en 1917 ont appelé cette loi "une législation infâme", mais, lorsqu'ils virent que, en restant dans l'opposition, la loi les empêcherait d'être réélus, ils entrèrent dans le gouvernement d'union, a dit le sénateur Dandurand.

Anciennes déclarations de M. Meighen

M. Meighen a déclaré, en 1925, à Hamilton, que, s'il devenait premier ministre, il n'enverrait jamais de corps expéditionnaire outre-mer sans consulter le peuple. Or, aujourd'hui, la situation est beaucoup plus grave. Mais c'était là le principe posé par M. Meighen et que le Dr Manion partagea aux élections de 1940.

Effort de guerre maximum

Le leader du gouvernement passa ensuite au discours du trône. Il ne toucha qu'à quelques points. "Le gouvernement, dit-il, depuis le commencement de la guerre, a fait tous les efforts possibles pour répondre à une guerre totale. Nous avons le service national sélectif, qui peut être appliqué en vertu de la coercition. Il n'y a qu'une seule limitation, celle de la coercition pour le service outre-mer".

Les membres du Sénat ont une connaissance générale de ce que les trois ministères de la Défense ont accompli. Le sénateur Dandurand parla de ce que le Canada fait pour aider financièrement au Royaume-Uni. Il passa en revue l'immense production industrielle de guerre du Canada, de même que le développement de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation. Il exposa ensuite le programme de guerre du gouvernement pour l'année courante. "Nous avons raison, conclut-il, d'être fiers de l'effort de guerre du Canada depuis septembre 1939".

Le sénateur Lacasse

Le sénateur Gustave Lacasse, libéral de Windsor, a dit que le leader intérimaire de l'opposition a commencé son discours par dire qu'il ne ferait pas de remarques partisans. Mais, continua M. Lacasse, il accusa aussitôt le gouvernement d'avoir, en janvier 1940, "sabordé" le parlement, puis fait des élections.

Petit groupe de mécontents contre 700,000

Les statistiques fournies relativement à notre effort de guerre sont impressionnantes, continua le sénateur Lacasse. Parlant de la conscription et du gouvernement national, il dit: "Pour ce qui est de ces deux questions, je ne pense pas qu'il est bien de passer par-dessus le désir exprimé par une majorité de 700,000 aux élections générales de 1940, parce que 200 individus représentant des exploités mineurs et des propriétaires de journaux mécontents de Toronto se prononcent en faveur de ces deux projets". Les électeurs les ont rejetés tous deux, il y a deux ans.

La guerre nous a enseigné un grand nombre de choses. Les succès des puissances de l'Axe s'expliquent, en partie, par la fermeté avec laquelle elles se sont préparées, pendant que les démocraties ne faisaient rien. Depuis le commencement de la guerre, les puissances de l'Axe ont été sur l'offensive. Elles ont eu l'avantage de savoir où elles allaient frapper, tandis que les Alliés attendaient pour savoir où le prochain coup serait porté.

Profitions de la leçon de l'Australie

L'Australie, le second Dominion par l'importance, était plus anglais que le Canada. En certains cercles, on a prétendu que l'Australie était beaucoup plus préparée que le Canada et beaucoup plus généreuse

dans l'envoi de troupes à l'étranger. Lorsque l'Australie a été exposée aux attaques japonaises à la suite des hostilités dans le Pacifique, le premier ministre de ce pays a tourné désespérément les yeux, non pas vers Londres, mais vers Washington. Un appel fut aussi entendu pour rappeler en Australie ses aviateurs envoyés à l'étranger. Cela devrait nous enseigner une grande leçon, à cause des dangers auxquels le Canada est exposé sur la côte du Pacifique.

Le cas de l'Irlande

Le sénateur Lacasse suggéra aux membres de la Chambre haute de reviser leurs idées au sujet de l'Irlande. L'Irlande du sud, nation de 3,000,000 d'habitants, a 120,000 volontaires combattant sous le drapeau anglais dans cette guerre; l'Ulster, au contraire, avec une population de 1,250,000, n'a que 1,900 volontaires combattant sous le drapeau anglais. Il croit que ce doit être plutôt 19,000, mais il a vu 1,900 dans les journaux.

(Le sénateur F. B. Black, conservateur du Nouveau-Brunswick, précise que l'Irlande du nord a plus de 50,000 hommes servant sous le drapeau anglais).

Et l'Afrique-Sud

Continuant, le sénateur Lacasse a dit que l'Afrique-Sud n'avait pas jugé nécessaire d'adopter la conscription. L'effort du Canada peut se comparer avec n'importe quel effort de toute partie de l'Empire britannique. Les Canadiens ont raison d'en être fiers.

En 1940, le leader libéral et le leader conservateur se sont opposés à la conscription, de sorte que l'on vota sur la question d'un gouvernement national, et le peuple n'accepta pas ce projet. De quel droit, un groupe d'individus tente de substituer leur jugement à celui du peuple en général? demanda le sénateur Lacasse. Le Canada est très heureux d'avoir un premier ministre qui a adopté une solide politique de moyen terme, sans laquelle il aurait pu y avoir une guerre civile au Canada.

Pour un plébiscite bien clair

Le sénateur Lacasse a dit qu'il est opposé à la conscription pour le service outre-mer. Il demanda au gouvernement de prendre les moyens nécessaires, pour que le plébiscite soit soumis aux électeurs d'une manière juste. Il mit en garde contre la propagande énorme qui va venir "de la même source" qui a inspiré le diner de Toronto. Le débat se continue cet après-midi. Mme la sénatrice Iva Fallis, conservatrice de Peterborough, sera le premier orateur de la séance.

Le sénateur L.-M. Gouin

Appuyant l'adresse en réponse au discours du Trône, le sénateur Léon-Mercier Gouin dit d'abord que c'est une bien grande joie pour lui de s'adresser à ses collègues du Sénat pour la première fois dans sa langue maternelle. Il parle ensuite longuement de l'unité nationale et des liens cordiaux qui doivent unir les deux grandes races de ce pays. Puis il passe ensuite à notre effort de guerre et donne ses vues sur le prochain plébiscite en vue de dégager le gouvernement de ses engagements. Voici, au texte, cette partie du discours du sénateur Gouin:

"Sans doute, nous avons comme obligation primordiale, celle de défendre notre terre natale, mais de cela il ne faut pas conclure que c'est seulement sur notre littoral ou sur cette terre d'Amérique du nord que se joue le sort de notre pays. Nos héroïques marins qui ont donné généreusement leur vie sur les côtes de France ou au large de l'Atlantique, nos intrépides aviateurs qui ont accompli leur suprême sacrifice sous tous les ciels du

globe, les officiers et les soldats canadiens qui ont empourpré du plus pur de leur sang les rochers de Hong-Kong, tous ceux-là sont morts "pour la patrie" tout autant que nos héros d'antan tombés au Long-Sault, à Carillon, sur les plaines d'Abraham ou à Sainte-Foye.

"Les avant-postes de l'Empire ne sont pas pour nous qu'une terre étrangère, ces avant-postes sont en vérité les travaux avancés de notre propre défense. En réduisant à des mesures purement défensives, limitées uniquement à notre sol, la conduite de nos opérations militaires, notre gouvernement inviterait par là l'ennemi à transporter ici même le théâtre des hostilités. Non, le Canada ne craint pas de se défendre en se portant à l'attaque partout où l'exige la stratégie, le plan de campagne qui est le nôtre et celui de nos alliés; la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et tous les peuples qui sont à nos côtés livrent le bon combat pour délivrer le monde du fléau hitlérien, du carcan fasciste et des hordes japonaises.

"Et, c'est précisément parce que le gouvernement canadien veut être en état de pouvoir librement adopter toutes les mesures nécessaires au succès de nos armes, sujet bien entendu au contrôle des deux Chambres de ce Parlement, c'est pour cette raison que le gouvernement entend demander au peuple, par un plébiscite, de le dégager de tout engagement antérieur susceptible de restreindre les méthodes de recrutement. Notons tout d'abord que cette façon de procéder est essentiellement démocratique et qu'elle est la seule conforme à la doctrine libérale, telle que formulée aux derniers jours de sa vie par sir Wilfrid Laurier. En vérité, cette guerre est la guerre du peuple canadien tout entier; ce sont en définitive nos grandes masses populaires qui supportent le fardeau le plus lourd à porter en payant généreusement de leur sang aussi bien que de leurs deniers. Il n'appartient pas à quelques individus, si puissants qu'ils puissent être, de relever le gouvernement des engagements pris par ses ministres envers l'électorat, promesses faites non seulement dans le Québec, soit dit en passant, mais dans le pays tout entier. Non, il n'y a que les libres électeurs et électrices de notre démocratie canadienne qui sont en droit de statuer sur leur propre sort et sur celui de leurs enfants. Il s'agit là d'une question grave entre toutes, le respect de la parole donnée et le salut de notre pays, en sauvegardant notre unité nationale, en empêchant le renouvellement encore parfaitement évitable, des dissensions malheureuses qui se sont produites en 1917.

"Je suis absolument convaincu que le peuple canadien se fera un devoir de faire confiance au gouvernement en le mettant à même d'agir au meilleur de notre intérêt national en matière de recrutement, en appréciant sans entrave indue les nécessités qui peuvent surgir éventuellement.

"Ainsi et ainsi seulement nous pourrions maintenir une paix parfaite à l'intérieur de ce beau et magnifique pays".